Document generated on 10/12/2024 4:49 a.m.

Lien social et Politiques

Un patronage philanthropique. La fondation Rockefeller et le traitement de la pauvreté à New York depuis 2007

Élisa Chelle

Number 65, Spring 2011

Philanthropie et fondations privées : vers une nouvelle gouvernance du social ?

URI: https://id.erudit.org/iderudit/1006028ar
DOI: https://doi.org/10.7202/1006028ar

See table of contents

Publisher(s)

Lien social et Politiques

ISSN

1204-3206 (print)
1703-9665 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Chelle, É. (2011). Un patronage philanthropique. La fondation Rockefeller et le traitement de la pauvreté à New York depuis 2007. *Lien social et Politiques*, (65), 101–119. https://doi.org/10.7202/1006028ar

Article abstract

The Rockefeller Foundation is well known for its international work. Based in New York, it has a history of commitment to tackling social problems. In 2007, it co-funded an experimental project to fight poverty in a number of inner-city neighbourhoods. An initiative of Mayor Michael Bloomberg, the Opportunity NYC program offered disadvantaged citizens financial rewards if they adopted certain behaviours that, it was argued, would improve their situation, such as working more or taking their children to the doctor. The paper examines the role and scope of this form of philanthropic patronage, which is exemplary to some, but a source of controversy to others.

© Lien social et Politiques, 2011

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Un patronage philanthropique. La fondation Rockefeller et le traitement de la pauvreté à New York depuis 2007

ÉLISA CHELLE
Doctorante en science politique
Sciences Po Grenoble

> Rockefeller, le philanthrope sans merci qui ne faisait jamais de quartier à un concurrent plus faible, se considérait comme le protecteur universel des pauvres. (Boorstin, 1991 : 920)

On connaît la fondation Rockefeller pour ses actions dans le domaine de l'agriculture, de la santé et de l'hygiène dans les pays « du Tiers-Monde » (Cueto, 1994 ; Schneider, 2002 ; Birn, 2006 ; Trescott, 2006). Les études quant à son implication sur le territoire des États-Unis sont plus rares[1], en dépit de son rôle historique dans le traitement de la « question sociale » de ses grands centres urbains. Cette forte implication a parfois été présentée comme ayant concouru à une forme de biologisation du social (Tournès, 2007 : 178-179)[2]. Cet article se propose d'élargir l'attention en considérant une autre dimension de l'intervention philanthropique : celle par laquelle s'expérimentent de nouvelles relations entre incitation, prestations sociales et conduite de l'action publique. Entre 2007

1. Si un certain nombre d'études sont consacrées au rôle de la fondation Rockefeller dans l'histoire, la Seconde Guerre mondiale ou la guerre froide, par exemple, les études contemporaines se révèlent assez rares. Et celles ayant trait à l'action de la fondation Rockefeller aux États-Unis encore davantage. Notre enquête empirique, réalisée dans le cadre d'une recherche doctorale, a permis de réunir une quarantaine d'entretiens semi-directifs, de rapports annuels ou de recherche produits par des *nonprofits* ainsi que des coupures de presse relatives à Opportunity NYC (*New York Times*, *Huffington Post*, *The Economist*, *New York City Journal*, *New York Daily News*, *New York Post*, *New York Sun*, *Wall Street Journal*, *Washington Post*, *USA Today*). Les entretiens, d'une durée moyenne d'une heure, ont été réalisés en face-à-face et en anglais sur le lieu de travail de nos interlocuteurs. Ceux-ci ont été choisis en raison de leur appartenance institutionnelle : services du *City Hall*, associations communautaires, fondations, organisation intermédiaire, institut de recherche privé ; tous impliqués dans la décision ou la mise en œuvre d'Opportunity NYC.
2. Cette inclination a été sans doute renforcée par des partenariats suivis avec l'univers des « sciences dures » (Kohler, 1991), la biologie (Abir-Am, 1982 ; Kay, 1997), et la médecine ou l'hygiénisme (Ettling, 1981).

© Lien social et Politiques, n° 65, printemps 2011.
Philanthropie et fondations privées : vers une nouvelle gouvernance du social ?, p. 101 à 119.

et 2010, la fondation Rockefeller contribue au financement d'Opportunity NYC. Cette initiative « anti-pauvreté » est expérimentale, c'est-à-dire temporaire et soumise à un protocole d'évaluation, et exclusivement financée par des fonds privés.

Premier transfert monétaire conditionnel (*conditional cash transfer*) à être implanté aux États-Unis, ce programme offre aux plus pauvres des New-Yorkais des récompenses financières conditionnelles à des comportements prédéterminés. Ce mode de pilotage censé les aider à sortir de l'indigence est présenté par la mairie de New York comme une incitation à « faire les bons choix ». D'abord, nous analyserons le cadre institutionnel de cette expérimentation philanthropique, à la fois les acteurs qui l'ont portée et la collecte des fonds qui s'y rattache. Puis nous verrons comment cette politique s'est implantée dans un territoire, comment notamment elle fut acceptée par des organisations communautaires au départ réticentes. Enfin nous terminerons par l'enjeu doublement politique de ce programme, pour les élus comme pour les fondations. Ce sera l'occasion d'examiner les raisons pour lesquelles le modèle américain de la charité organisée privée – parfois qualifié de « modèle social américain » (Sauviat et Lizé, 2010) – s'oppose au modèle social français de redistribution. La culture philanthropique, comme la défiance envers l'État, a conduit les États-Unis à un certain nombre de compromis sociaux et d'agencements institutionnels, ou « *polity* » (Hammack, 1999), qui sont pourtant loin de rester sans émules en Europe. Sauf que les notions d'espace privé et d'espace public[3], de religieux et de social, y renvoient à des configurations culturelles et politiques très contrastées d'un continent à l'autre. Il ne s'agira pas ici de reprendre l'ensemble des données culturelles et historiques qui façonnent la manière de traiter la pauvreté, mais bien d'essayer de clarifier comment fonctionne Opportunity NYC, sous quelles impulsions politiques, sous l'angle de la participation de la fondation Rockefeller.

UNE « INCITATION » CONTRE L'INDIGENCE

Changer « la culture et le comportement des pauvres » est une antienne de l'action philanthropique (O'Connor, 1999 : 174). Opportunity NYC poursuit une telle « modification » en conditionnant une aide financière[4] à la prise de « bonnes décisions », selon les mots de M. Bloomberg lors de son lancement en 2007 :

> Cette politique est appelée « transfert monétaire conditionnel », et est conçue pour contrer ce simple constat selon lequel la contrainte de la pauvreté conduit souvent les gens à prendre des décisions – manquer un rendez-vous chez le

3. Pour une histoire générale des partenariats public-privé aux États-Unis, voir Link, 2006.
4. Opportunity NYC s'ajoute au système d'aides sociales existantes.

> médecin, ou négliger d'autres tâches élémentaires – qui ne font la plupart du temps qu'aggraver leurs perspectives d'avenir. Les transferts monétaires conditionnels les incitent plutôt à prendre des décisions sensées[5].

L'incitation porte sur trois principaux domaines de la vie : la famille et la santé (Family Rewards), le travail (Work Rewards) et l'éducation des enfants (Spark[6]). Chaque comportement se voit attacher une récompense allant de 20 $ à 600 $.

Des dollars philanthropiques

Les foyers concernés pouvaient gagner jusqu'à deux fois plus que le plafond du Temporary Assistance for Needy Families[7], mais trois fois moins que celui de l'Earned Income Tax Credit[8]. Une famille participante touche en moyenne 6 000 $ par an, soit un budget « récompenses » de 7,5 millions de dollars (Riccio *et al.*, 2010 : 81), pour un budget global de 26 millions de dollars par an (Center for Economic Opportunity, 2007 : 16). Ce sont donc environ 17,5 millions de dollars annuels qui sont consacrés au paiement des différents intermédiaires et prestataires de services sociaux.

L'ensemble provient de fonds privés. La fondation Rockefeller et la fondation Bloomberg versent 10 millions de dollars chacune, le reste étant constitué de dons de moindre envergure[9]. Le Mayor's Fund to Advance New York City[10] centralise les subsides récoltés par le biais des réseaux interpersonnels[11], selon une procédure assez peu formalisée :

---

5. Discours « Mayor Bloomberg Announces the Recommendations of the Mayor's Commission for Economic Opportunity », 18 septembre 2006 (www.nyc.gov).
6. Ce dernier a la particularité d'être piloté par un professeur d'économie de Harvard, Roland Fryer, et son laboratoire universitaire est basé hors de New York. Il préexistait aux deux autres et n'est pas soumis à la même procédure d'évaluation.
7. D'après les données du National Center for Children in Poverty et le rapport officiel d'évaluation d'Opportunity NYC, le montant annuel maximum du TANF pour une famille de trois personnes est de 6 924 $ (http://www.nccp.org/profiles/NY_profile_36.html) tandis que la plus grande récompense annuelle gagnée pour Opportunity NYC est de 13 235 $ (Riccio *et al.*, 2010 : 98). La récompense moyenne par famille avoisine les 6 000 $ par an (Riccio *et al.*, 2010 : ES-8).
8. Dont le plafond pour un couple marié ayant des enfants est de 48 362 $ (www.nyc.gov).
9. Les autres sont AIG Foundation, Annie E. Casey Foundation, The Broad Foundation, The John D. and Catherine T. MacArthur Foundation, New York Community Trust, The Open Society Institute, The Robin Hood Foundation, The Starr Foundation, dont on ne peut pas dire qu'elles aient été activement impliquées dans le déroulement d'Opportunity NYC. Toutes n'ont pas souhaité communiquer le montant de leur don.
10. Cette structure, préexistante aux mandats de Michael Bloomberg, est de taille modeste : cinq personnes y travaillent.
11. Pour une modélisation théorique de ce phénomène, voir Apinunmahakul et Devlin, 2008.

> La « Deputy Mayor » a appelé le responsable de programme à la fondation Rockefeller, ils ont pris rendez-vous et ils se sont entendus sur la marche à suivre[12].

La fondation Rockefeller mentionne quant à elle cette dotation dans son rapport d'activité de 2008 sous le titre *Fostered Resilience and Innovation in New York City*. Un choix justifié par une « implantation historique » et un « engagement citoyen ». La ville de New York y est présentée comme un « laboratoire dans lequel sont testées des solutions aux problèmes par les diverses régions urbaines et dynamiques du monde[13] ».

Le Mayor's Office et le Center for Economic Opportunity, équipe dédiée au pilotage de plusieurs initiatives sociales dont Opportunity NYC, décident de la répartition entre les différents acteurs chargés de sa mise en œuvre. En aucun cas les sous-traitants de services sociaux ne sont en contact avec les financeurs :

> *Avez-vous des contacts avec les financeurs ? La fondation Rockefeller, par exemple...* Non, tous nos contacts dans ce domaine sont établis avec les gens du « City Hall ». Ce sont eux qui parlent aux financeurs[14].

L'architecture de ce système d'acteurs peut être dessinée à partir de cette ventilation financière (tableau 1).

Un programme politique

Le tableau ci-contre présente les dotations allouées par ordre chronologique décroissant. La première a été accordée à une fondation mexicaine. Rappelons-le : un des arguments de la campagne de lancement d'Opportunity NYC a été l'échange de « bonnes pratiques » du « Sud » vers le « Nord ». Un transfert mis en scène avec éclat. Les premières dépêches tombent en avril 2007 : « Le maire de New York visite Mexico afin d'en connaître davantage sur un programme de lutte contre la pauvreté[15] », « La Ville de New York recherche des astuces contre la pauvreté à Mexico[16] ». Les journaux mexicains abondent dans ce sens. « Ils "piratent" un programme mexicain[17] » titre l'un d'eux. « Ils exportent *Oportunidades*[18] » confirme un autre. Le calendrier de la fondation Rockefeller indique que le financement mexicain intervient en amont de ces annonces. Alloué le premier semestre de 2007, il a été logiquement accordé en 2006. Le second financement est destiné à l'institut de recherches privé MDRC, organisme national spécia-

12. Entretien du 9 octobre 2009. Membre de la Commission for Economic Opportunity.
13. The Rockefeller Foundation, *2008 Annual Report*, 2009, p. 17.
14. Entretien du 5 octobre 2009. Cadre des services sociaux du *City Hall*.
15. Lisa J. Adams. « New York City mayor visits Mexico to learn about program to help poor », *Associated Press*, 24 avril 2007.
16. Lisa J. Adams. « NYC Seeks Anti-Poverty Tips in Mexico », *Associated Press*, 25 avril 2007.
17. Dayna Meré. « "Piratean" programa mexicano », *Mural*, 24 décembre 2007.
18. Jésica Zermeño Núñez. "Exportando oportunidades", *Reforma*, 28 octobre 2007.

Tableau 1
Financements de la fondation Rockefeller relatifs au projet Opportunity NYC

Destinataire et désignation du projet financé	Description de la subvention
7) **Mayor's Fund to Advance New York City** pour couvrir les frais de mise en œuvre et d'évaluation d'Opportunity NYC.	Localisation : New York, NY Initiative : NYC Opportunities Fund Région ciblée : New York City Échéance : 01/07/2009 - 30/06/2012 Montant : 5 000 000 $
6) **Mayor's Fund to Advance New York City** pour couvrir les frais de mise en œuvre d'Opportunity NYC.	Localisation : New York, NY Initiative : NYC Opportunities Fund Région ciblée : New York City Échéance : 01/07/2008 - 30/06/2009 Montant : 5 000 000 $
5) **MDRC** pour la tenue d'une conférence internationale favorisant les échanges d'informations concernant la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des transferts monétaires conditionnels, qui aura lieu au Bellagio Study and Conference Center en juillet 2008.	Localisation : New York, NY Initiative : NYC Opportunities Fund Région ciblée : monde Échéance : 01/042008 – 30/09/2008 Montant : 130 000 $
4) **New York City Center for Economic Opportunity** pour couvrir les frais de conception, de mise en œuvre et d'évaluation d'Opportunity NYC.	Localisation : New York, NY Initiative : NYC Opportunities Fund Région ciblée : New York City Échéance : 01/07/2007 - 30/06/2008 Montant : 5 000 000 $
3) **MDRC** en soutien au développement d'un réseau de diffusion promouvant l'échange et la dissémination d'informations ainsi que la recherche sur l'efficacité d'Opportunity NYC.	Localisation : New York, NY Initiative : NYC Opportunities Fund Région ciblée : New York City Échéance : 01/09/2007 - 31/12/2010 Montant : 250 000 $
2) **MDRC** en soutien à la phase de préparation et de conception de trois projets expérimentaux de lutte contre la pauvreté dans la ville de New York ayant recours aux transferts monétaires conditionnels, qui sont des allocations incitatives destinées à réduire la pauvreté et à promouvoir une bonne nutrition, la santé, l'éducation et le travail, ainsi que d'autres résultats au sein des familles pauvres à court terme, et dans un effort de réduction de la transmission intergénérationelle de la pauvreté à long terme.	Localisation : New York, NY Initiative : NYC Opportunities Fund Région ciblée : États-Unis Échéance : 01/12/2006 - 30/09/2007 Montant : 359 714 $
1) **Fundación Mexicana Para La Salud** en soutien d'un échange de pratiques entre le Mexique et les États-Unis à propos du transfert monétaire conditionnel « PROGRESA / Oportunidades », qui propose des allocations incitatives pour réduire la pauvreté et promouvoir la nutrition, la santé et l'éducation ; et de la préparation d'un rapport de recommandations qui servira de soutien à la conception d'un programme similaire à New York.	Localisation : Mexico City Initiative : NYC Opportunities Fund Région ciblée : New York City Échéance : 01/01/2007 - 30/06/2007 Montant : 179 590 $

Source : http://www.rockefellerfoundation.org/grants

lisé dans les politiques sociales. Il débute même avant celui pour la fondation mexicaine. Son rôle consistait à préparer le programme new-yorkais d'un point de vue opérationnel (principes et répartitions des rôles), mais aussi scientifique (protocole d'évaluation). De cette manière, lorsque Michael Bloomberg fit ses premières annonces sur les « enseignements à tirer de l'expérience mexicaine », ses équipes travaillaient déjà à l'essaimage du projet depuis plusieurs mois. En somme, une première version était déjà prête :

> Pour la première version, je pense que nous avons commencé à y travailler sérieusement à la fin de 2006, et au printemps de 2007 nous avions une version quasi complète du schéma de conception[19].

Le troisième financement est également accordé à MDRC. Il a pour justification la « recherche sur l'efficacité d'Opportunity NYC ». Après six mois consacrés à la conception du programme, l'institut se vit accorder 28 mois de soutien financier pour statuer scientifiquement sur le bien-fondé du programme. La quatrième dotation est dirigée vers le Center for Economic Opportunity, bureau dépendant directement du cabinet du maire. Sa mission générale était de coordonner les relations entre les conseillers de Bloomberg et les acteurs de recherche ou opérationnels, avec notamment la responsabilité de relire et de corriger les travaux et protocoles établis par MDRC. On constate là un changement d'échelle budgétaire : on passe de quelques centaines de milliers de dollars à cinq millions de dollars.

Le cinquième financement est destiné à la tenue d'une conférence en Italie[20] réunissant les spécialistes et responsables chargés des questions sociales. L'équipe du maire a en effet eu pour mission de constituer ce qu'ils appellent un *learning network*, dans le but de donner une plus grande publicité à Opportunity NYC et dans l'espoir de l'essaimer dans d'autres villes. Par un communiqué de presse conjoint avec la fondation Rockefeller[21], M. Bloomberg fait savoir qu'il a rencontré les maires de Philadelphie, PE (Michael Nutter, DEM), Baltimore, MD (Sheila Dixon, DEM), Chicago, IL (Richard M. Daley, DEM), Shelby County, TE (A. C. Wharton Jr., DEM), Savannah, GA (Otis Johnson, DEM) et Miami, FL (Manuel Diaz, IND). Ceux-là ne donneront pas suite, contrairement à Gordon Brown, invité en février 2008, et qui lancera dans la foulée un programme similaire appelé « Contract Out of Poverty ».

---

19. Entretien du 8 octobre 2009. Responsable de l'évaluation du programme.
20. Sur l'histoire de la création du Rockefeller Foundation's Study and Conference Center de Bellagio, en Italie, et de son fondateur, voir Buxton, 2003.
21. « Mayor Bloomberg and the Rockefeller Foundation announce launch of a learning network to share design and implementation of a cash transfer program. Learning network will include countries and cities developing or implementing incentive-based poverty reduction programs as a strategy for information sharing », communiqués de presse, 26 mars 2008 (http://www.rockefellerfoundation.org/news/press-releases).

Les deux dernières dotations correspondent aux coûts de fonctionnement et d'opérationnalisation. Elles furent versées à un fonds qui est aussi un service municipal. À la différence du Center for Economic Opportunity, ce dernier existait avant cette série d'initiatives sociales. Il n'a pas été créé par Michael Bloomberg, bien que celui-ci ait choisi d'en développer l'usage :

> Il a été créé en 1994 par un autre maire, le maire Giuliani, mais il n'était réellement consacré qu'à de petits projets. Le maire Bloomberg et sa première « Deputy mayor » Patti Harris en ont fait quelque chose, jouant un bien plus grand rôle dans la création de partenariats entre les agences, les services municipaux et le secteur privé[22].

Si la mairie est l'ordonnateur et Rockefeller, le financeur, ils ne participent jamais à la mise en œuvre du programme. Comme l'usage s'en est répandu aux États-Unis, celui-ci est administré localement par une série d'associations communautaires (*community-based organizations*) sur la base d'un contrat de prestation de services.

UN POUVOIR DE NOTABLES

New York est la ville qui a connu la naissance et l'essor de la famille Rockefeller, de son industrie, puis de sa fondation. C'est aussi un territoire où les associations communautaires préexistent historiquement au gouvernement local. Un de nos interlocuteurs nous dira que les deux entretiennent une « relation symbiotique » ou de « dépendance réciproque[23] ». Opportunity NYC met en relation ces trois types d'acteurs et de légitimités[24]. C'est encore plus net si l'on déplace le regard vers les caractéristiques des quartiers dans lesquels ces interactions se nouent et s'éprouvent. On observe alors une accommodation relative des associations communautaires avec ces notables locaux que sont les politiques et les philanthropes, et cela, en dépit de leurs divergences d'opinion.

La géographie de la pauvreté new-yorkaise

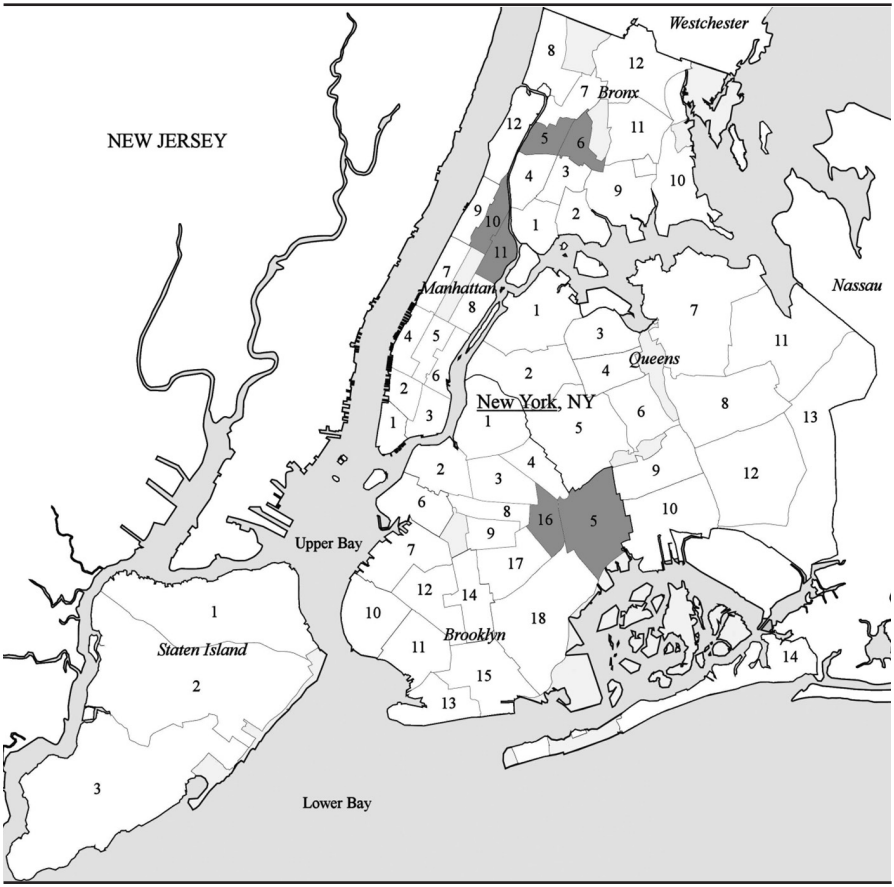
Dans le territoire très clivé qu'est New York (Mollenkopf et Castells, 1992), les quartiers tiennent une place cruciale. Administrativement, la ville est divisée en cinq *boroughs*, chacun d'eux étant subdivisé en *community districts*. C'est cette

22. Entretien du 23 octobre 2009. Coordinateur du fonds.
23. Entretien du 29 octobre 2009. Professeur spécialiste des politiques new-yorkaises.
24. La participation des experts et des universitaires, telle que l'aborde Raynor (1999), par exemple, est intéressante mais ne pourra être traitée ici. Notons simplement que le Center for Economic Opportunity a été préfiguré par la Commission for Economic Opportunity, présidée par Richard Parsons et Geoffrey Canada, elle a été composée d'élites du secteur non lucratif local et de spécialistes reconnus des questions de pauvreté.

dernière unité qui a été retenue pour la sélection des sites d'expérimentation. Six ont été choisis dans trois *boroughs* distincts (le Bronx, Brooklyn et Manhattan, voir la figure 1), en raison de leur pauvreté persistante :

> Ces six zones ont été choisies car elles figurent parmi les communautés de New York qui connaissent la plus grande pauvreté persistante. Elles ont en effet souffert de forts taux de pauvreté et de chômage, même quand la situation économique de la ville était globalement bonne. (Riccio *et al.*, 2010 : 6)

Figure 1
Les quartiers ciblés par Opportunity NYC



Si Manhattan est connu pour le haut niveau de vie de ses habitants, toute la partie au nord de Central Park (CD 9, 10, 11, 12) contraste par une pauvreté endémique. Staten Island, îlot huppé de la métropole, ne comprend pas véritablement ce qu'on pourrait qualifier de quartiers à l'abandon. Le Bronx connaît, lui, globalement une situation dégradée, plus que le Queens. Quant à Brooklyn,

pour la partie la plus proche de Manhattan, elle correspond plutôt à des zones embourgeoisées. Voyons de plus près quelques caractéristiques sociologiques des districts ciblés par ce programme social.

Tableau 2
Quelques caractéristiques des districts concernés (recensement de 2000[25])

Districts	Bronx CD5	Bronx CD6	Brooklyn CD5	Brooklyn CD16	Manhattan CD10	Manhattan CD11
Population	128 313	75 688	173 198	85 343	107 109	117 743
Recevant une aide publique	53 569 (41,7 %)	31 652 (41,8 %)	55 761 (32,2 %)	32 552 (38,1 %)	36 687 (34,3 %)	43 248 (36,7 %)
Afro-Américains	41 609 (32,4 %)	19 694 (26 %)	84 838 (49 %)	66 712 (78,2 %)	82 750 (77,3 %)	42 062 (35,7 %)
Hispaniques	79 048 (61,6 %)	46 391 (61,3 %)	65 312 (37,7 %)	15 380 (18 %)	18 019 (16,8 %)	61 343 (52,1 %)
Blancs	1 917 (1,5 %)	7 021 (9,3 %)	8 785 (5,1 %)	589 (0,7 %)	2 189 (2 %)	8 565 (7,3 %)
Ne maîtrisant pas l'anglais	39 537 (34,2 %)	21 385 (31,3 %)	32 306 (20,4 %)	7 052 (9,1 %)	11 418 (11,4 %)	29 560 (27 %)

Note : Bronx CD5 (Morris Heights, University Heights, Fordham, Mount Hope); Bronx CD6 (East Tremont, Bathgate, Belmont, West Farms); Brooklyn CD5 (East New York, New Lots, City Line, Starrett City); Brooklyn CD16 (Ocean Hill, Brownsville); Manhattan CD10 (Central Harlem); Manhattan CD11 (East Harlem).
Source : http://www.nyc.gov/html/dcp/html/lucds/cdstart.shtml

On le constate : plus d'un tiers des habitants concernés reçoit une aide sociale publique (AFDC/TANF, Home Relief, Supplemental Security Income, Medicaid). Les Afro-Américains et les Latinos constituent l'écrasante majorité de la population de ces quartiers, avec un taux de non-maîtrise de l'anglais qui peut être élevé lorsque les Hispaniques sont en plus grand nombre. C'est avec ces réalités sociologiques que doivent travailler les associations locales. Implantées au cœur des communautés, celles-ci connaissent bien les besoins et les attentes propres de ses membres. Et elles ne voient pas toujours d'un bon œil l'application des principes voulus scientifiques de l'« expérimentation sociale » promue par la fondation Rockefeller.

25. Au moment où nous écrivons l'article, les données du recensement de 2010 ne sont pas encore disponibles.

Un jeu d'alliances objectives

L'essentiel du métier de ces organisations communautaires est le « case-management » : recevoir les pauvres du quartier et les aider à trouver un travail ou une formation diplomante. Avec Opportunity NYC, les travailleurs sociaux n'étaient plus censés délivrer l'information recherchée, mais conseiller le « client » afin qu'il agisse par lui-même, quitte à l'adresser à une autre association locale[26]. Cela afin de mesurer l'effet de l'incitation. Une nouvelle chaîne administrative se mettait ainsi en place : plus individualisée, contractualisée et conditionnelle.

Ces relais locaux[27] sont, eux aussi, engagés par contrat. Ces derniers sont conclus non directement avec la mairie ou les fondations, mais avec une organisation intermédiaire, Seedco, elle-même sous contrat avec MDRC, institut sous contrat avec le City Hall[28]. Les services municipaux sont engagés par la voie d'un appel d'offres interne. Ils fonctionnent avec leurs fonds propres, financiers et humains, et ne bénéficient en aucun cas de l'argent apporté par les fondations[29].

Le mode de fonctionnement du secteur privé prédomine et pose des questions aux associations communautaires administrantes. Avec un degré d'adhésion parfois mitigé, ces *nonprofits* en viennent à mettre en œuvre un script cognitif qui se rapproche plutôt de celui du nouveau management public (Anheier, 2009 : 1082). Les banques communautaires, autre type d'acteur privé, sont impliquées quant à elles dans un but lucratif. Les pauvres sont une clientèle « volatile »[30] du système bancaire traditionnel. Il est courant aux États-Unis que les indigents n'aient pas de comptes bancaires de manière continue en raison des frais élevés et imprévisibles qu'ils occasionnent[31]. La souscription d'un compte dédié, exempt de ce genre de prélèvements, est obligatoire avec l'entrée dans le programme.

---

26. Entretien du 28 octobre 2009. Directeur de programme d'une association communautaire locale.
27. Les associations communautaires impliquées sont Bedford Stuyvesant Restoration Corporation, Brooklyn Housing Family Services, Bronx Shepherds Restoration Corporation, Brownsville Multi-Services Family Health Center, Catholic Charities, Church Avenue Merchants Block Association, Citizen's Advice Bureau (depuis rebaptisé BronxWorks), Erasmus Neighborhoods Federation, Groundwork, Harlem Congregations for Community Improvement, Mid-Bronx Senior Citizens Council, Northern Manhattan Improvement Corporation, Phipps Community Development Corporation, Ridgewood Bushwick Senior Citizens Council, St. Nicholas Neighborhood Senior Citizens Council, Union Settlement Association, Strycker's Bay, Urban Health Plan. Enfin, Seedco qui est l'intermédiaire de tous ces acteurs avec MDRC.
28. Entretien du 8 octobre 2009, *op. cit.*
29. Entretien du 5 octobre 2009, *op. cit.*
30. Entretien du 23 octobre 2009. Directeur de programme aux services financiers du *City Hall*.
31. Ce problème participe aussi d'un fort taux d'endettement des classes moyennes et d'un taux relativement élevé des classes supérieures. Voir Community Service Society, *The Unheard Third Report*, 2008.

Certaines associations sont plus catégoriques et refusent toute collaboration[32]. L'organisation Community Voices Heard, située à gauche, a par exemple édité des documents argumentaires (quatre pages, bulletins, rapports complets) contre Opportunity NYC (Youdelman, 2005 ; Kasdan, 2008)[33]. Des recherches qui ont été rendues possibles par de l'argent philanthropique… et dans certains cas de la fondation Rockefeller elle-même. Une telle prise de position demeure peu fréquente. Ne dégageant aucuns fonds propres ou très peu, les financements fédéraux étant inexistants, les associations communautaires n'ont pas d'autres ressources financières que la mairie ou les fondations. En outre, le prestige de travailler avec les instances politiques locales reste un gage de fiabilité et de visibilité.

UN MODÈLE SOCIAL PHILANTHROPIQUE ?

Le rapport entre fondations philanthropiques et instances politiques a considérablement évolué au cours du XXe siècle. La tradition *liberal-Whig* d'une faible implication de l'État dans les champs sociaux mais aussi industriels, médicaux et urbains (Lipset, 1991 : 136) a connu un indéniable renforcement. Dans la continuité du fédéralisme traditionnel (Karl et Katz, 1981 : 238), le « nouveau fédéralisme » de Ronald Reagan a redonné une large importance au secteur non lucratif dans l'accomplissement de missions gouvernementales[34]. Dans le même temps, l'accroissement des financements municipaux et la multiplication de contrats de services entre gouvernements locaux et associations ont contribué au brouillage des frontières public-privé (Hall, 2003 : 383 ; Bielefeld et Chu, 2010 : 180-181). Le cas de la ville de New York renforce cette tendance en allouant de l'argent privé, et non plus public, à des prestataires privés. Le City Hall, sous l'égide du maire et de la *Deputy Mayor* Linda Gibbs, se fait le coordinateur politique unique de ces intérêts privés.

L'argent privé en campagne

L'année 2009 fut importante pour le maire sortant qui jouait sa réélection pour un troisième mandat controversé. Le budget de la campagne a battu tous les records : 102 millions de dollars[35]. L'intégralité provenait de sa fortune

32. Entretien du 11 novembre 2009. Directeur d'une association communautaire.
33. On notera que le rapport Kasdan, de 2008, n'a pas été financé par la fondation Rockefeller mais par les fondations Robert Sterling Clark et Mertz Gilmore. En revanche, le rapport Youdelman, de 2005, a reçu des dotations de JPMorgan Chase, The New York Community Trust, The Robert Sterling Clark Foundation et de la fondation Rockefeller.
34. Le « Charitable Choice » impulsé par Bill Clinton au moment de la réforme du système social de 1996 donnera un accent plus confessionnel à cette privatisation des services sociaux.
35. Contre 85 millions de dollars en 2005 et 74 millions de dollars en 2001 (Michael Barbaro. « Bloomberg spent $102 million to win 3rd term », *The New York Times*, 27 novembre 2009).

personnelle, alors estimée à 17 milliards de dollars[36]. Son opposant, le démocrate William Thompson, engagea 8,5 millions de dollars de sources publiques et privées[37]. L'« entrepreneur ploutocratique » (Ihl, 1999) n'a laissé que peu de chances à son adversaire. Si le montant de sa fortune passe pour un signe de réussite personnelle, il risquait de devenir le synonyme d'une distance sociale infranchissable. D'autant que son style politique, pragmatique et peu empathique, ne le plaçait pas naturellement comme le premier défenseur des pauvres. Engager dix millions de dollars dans le programme, c'était à la fois contrer cette image, donner crédit à son initiative, et s'inscrire dans la tradition attachée à son rang social.

Prélever sur des lignes budgétaires publiques revient, dans les représentations communes, à « se servir dans les poches » des contribuables. Une attitude qu'une large part des électeurs ont l'habitude de sanctionner. Déjà problématique en France, cela l'est encore davantage aux États-Unis en raison d'une hostilité culturelle à toute intervention de l'État. L'argent privé apparaît alors comme la solution la moins coûteuse politiquement. Quel que soit le mérite supposé de ceux qui reçoivent des aides sociales, quelle que soit l'effectivité du programme mis en œuvre, quel que soit le bien-fondé accordé aux principes qui le régissent, le contribuable new-yorkais ne pourra pas arguer du « gaspillage » de son argent. Un responsable de la fondation Rockefeller décrit avec éloquence cette attitude :

> Le maire et le CEO étaient très clairs dès le départ sur le fait que tout cela était très expérimental. Ils sentaient bien qu'il serait mal venu d'utiliser l'argent du contribuable pour le financer étant donné que nous ne savions pas s'il serait efficace, ne serait-ce que partiellement, et quel serait le rapport coût-avantage à l'arrivée. L'argent des fondations semblait tout à fait convenir à cet usage, car par définition elles sont davantage prêtes à prendre des risques. C'est ainsi que Rockefeller a accordé une subvention importante et a aidé le CEO à trouver des financeurs supplémentaires[38].

Autre avantage à ce procédé : il ne nécessite pas le concours, ni même la consultation, d'autres instances politiques locales, comme le City Council ou l'État de New York. S'il n'y a pas de budget à voter, il n'y a pas de projet sur lequel délibérer. Pourtant, même dans un contexte où la responsabilité individuelle et les incitations économiques font partie du langage commun, les principes mêmes de ce programme ont fait débat :

36. Celeste Katz. « Mayor Bloomberg spent $102M on campaign to win third term – or $175 per vote », *The New York Daily News*, 28 novembre 2009.
37. Soit douze fois moins (*ibid.*).
38. Entretien du 12 octobre 2009. Directeur de programme à la fondation Rockefeller.

> La raison pour laquelle cela est financé par des sources extérieures est qu'il n'y avait pas d'argent disponible par ailleurs, mais aussi pour des raisons politiques. Parce qu'ils paient les gens pour qu'ils se comportent de la bonne manière. Cela suscite des controverses. Certaines personnes le comprennent comme si on jetait l'argent par les fenêtres. Je pense que si c'était financé par le gouvernement, cela serait encore plus problématique. Néanmoins, c'est bien piloté par le gouvernement[39].

Une polémique dont la nature véritable demeure difficile à percer : sa vivacité ne profitait-elle pas à M. Bloomberg ? En suscitant des réactions des libéraux comme des conservateurs, Opportunity NYC lui permettait de conforter sa position d'indépendant. Et par là-même de puiser directement dans ses réseaux philanthropiques propres, gage d'une qualité personnelle dont les campagnes de communication devaient faire un trait distinctif :

> La politique de tout ça, c'était : « Comment créons-nous un programme de ce genre sans utiliser l'argent du contribuable ? » Parce que cela allait susciter des controverses dans l'espace public. Alors nous sommes allés voir du côté des fondations. C'est là que j'interviens, en tant qu'intermédiaire entre l'administration municipale et les fondations[40].

Il faut citer le cas du numéro deux de la fondation Rockefeller à New York qui a été plusieurs années le directeur de cabinet de M. Bloomberg avant d'intégrer la fondation en 2006[41]. Il définit son propre rôle au sein de la fondation comme un pivot entre philanthropie et politique :

> Mon rôle était de poser des questions sur les relations avec la mairie et sur ce que nous voulions qu'il advienne de ce projet. De poser des questions à propos de l'investissement des autorités là-dedans, à court terme et à long terme. Et de m'assurer que si nous investissions dans ce programme à la fondation Rockefeller, et qu'il s'avérait efficace, alors le gouvernement s'engagerait à le généraliser, ce qui signifie beaucoup d'argent[42].

Le recours à l'argent philanthropique permet également de resserrer les échéances de mise à disposition et d'utilisation des ressources financières, et donc de pouvoir les adapter à un calendrier électoral. Le projet, rappelons-le, devait être lancé en six mois[43]. La possibilité de mobiliser des réseaux, des équipes, voire des fonds en dehors de tout contrôle politique extérieur représentait un avantage non négligeable pour le maire sortant. La fondation Rockefeller est cependant loin de n'être qu'un simple pion d'une stratégie électorale.

---

39. Entretien du 21 septembre 2009. Membre de la Commission for Economic Opportunity.
40. Entretien du 11 novembre 2009. Directeur stratégique de la fondation Rockefeller.
41. Entretien du 9 octobre 2009, *op. cit.*
42. Entretien du 11 novembre 2009, *op. cit.*
43. Entretien du 1er octobre 2009. Directeur de programme à Seedco ; Entretien du 8 octobre 2009, *op. cit.*

Des « gatekeepers » de la politique sociale

Faisant partie des acteurs les plus importants des réseaux de politiques publiques non-partisans et à but non lucratif en lien avec les élites de l'entreprise (Dohmoff, 2009 : 957), la fondation Rockefeller tient une place à part dans l'architecture des pouvoirs new-yorkais. Par la création d'instituts, d'écoles et d'universités[44], elle intervient directement dans la formation des élites. D'aucuns pourraient y voir une stratégie indirecte de mobilisation des esprits. Les financements destinés à des centres de recherches ou de projets définissent, ce faisant, les contours des politiques sociales mises en œuvre. Car comme toute fondation accordant une dotation, elle amende et valide le protocole utilisé, par le biais des « délivrables » :

> Ce que nous appelons « délivrables » correspond aux tâches assignées au CEO et à MDRC. Cela concerne la mise en œuvre du programme, mais pas l'impact : un certain nombre de familles dans le groupe contrôle et le groupe test, un certain nombre de procédés d'évaluation qualitative et quantitative. Nous exigeons tous ces éléments comme clause de la subvention. Dire que nous voulons tel pourcentage d'amélioration dans tel domaine n'est évidemment pas quelque chose que nous pouvons spécifier parce que personne ne sait ce que le programme donnera[45].

En procédant de « l'évaluation de l'évaluation[46] », l'intervention se fait sur la teneur du programme social et sur celle de la science sociale censée en rendre compte[47]. Ce rôle de gardien n'est pas tenu par les autres fondations ayant accordé des dons plus restreints, dont l'intérêt se situe plutôt dans la valorisation et la communication (afficher un logo, figurer nommément dans un projet, maintenir des liens avec le *City Hall*). On le voit : si le partenariat public-philanthropique est essentiel aux hommes politiques pour obtenir des fonds et une liberté d'action, il apparaît aux fondations comme crucial pour donner à leurs initiatives une envergure suffisante :

> Ils ont une bonne idée, ils prennent contact avec une fondation, et l'idée est tellement séduisante et convaincante, elle est à la fois si créative et évidente, qui pourrait leur dire non ? Je veux dire, c'est difficile de dire non. Et l'une des raisons pour lesquelles c'est dur de dire non est que si vous vous préoccupez réellement de changer les politiques à une grande échelle, et que vous êtes une fondation, vous savez que peu importe la somme d'argent que vous donnez, cela ne fonctionnera jamais sans l'implication du gouvernement. Et

44. Sur ces initiatives en faveur de l'éducation et de l'enseignement supérieur aux États-Unis, voir Condliffe Lagemann, 1999, et Anheier et Hammack, 2010. La ville de New York a d'ailleurs sa Rockefeller University.
45. Entretien du 12 octobre 2009, *op. cit.*
46. Entretien du 11 novembre 2009, *op. cit.*
47. Sur le rôle de la fondation Rockefeller dans le développement des sciences sociales aux États-Unis et en Europe, voir Fischer, 1983, 1986 et 1993 ; Craver, 1986 ; Staley, 1995 ; Stapleton, 2003 ; Hauptmann, 2006.

> peu importe votre niveau de créativité ou ce que vous apprenez si le gouvernement n'entre pas dans le jeu. Le programme ne sera jamais généralisé. Il ne vivra jamais au-delà de sa phase expérimentale. Donc, c'est très séduisant, et pour les gens qui ont travaillé pour le gouvernement et dans des associations, et qui sont maintenant dans des fondations, il est quasiment impossible de ne pas se lancer dans de tels projets[48].

La mise en place de programmes sociaux locaux assure à leurs promoteurs une implantation politique reconnue et forge une obligation historique envers ce territoire. La fondation Rockefeller est un acteur du fonctionnement de l'État de New York depuis près d'un siècle (Bulmer, 1999 : 30). La présence de son siège dans la ville de New York crée comme une « dette particulière » envers les populations locales :

> Cela est venu de la reconnaissance du fait que nous avions une obligation particulière envers New York, car nous y avons notre siège, et c'est là que nous avons commencé[49].

Avec l'avantage d'observer et de faire observer directement les résultats :

> Ce qui s'est passé tout simplement c'est que, me semble-t-il, les gens ont senti que les transferts monétaires conditionnels étaient un modèle plus gérable. Il leur semblait que les choses pouvaient être faites localement, avec un échantillon suffisamment restreint. Assez grand pour être significatif et assez petit pour pouvoir être financé. La fondation Rockefeller a adoré l'idée[50].

C'est donc en véritables détenteurs d'un patronage philanthropique localisé qu'agissent la mairie et la fondation Rockefeller. Ils s'assurent le pilotage et le contrôle d'initiatives à forte résonance médiatique et électorale, des initiatives susceptibles d'être proposées en modèle dans d'autres parties du pays, sinon à l'échelle internationale. Le point final officiel qui a été posé en mars 2010 au terme de trois ans d'expérimentation par M. Bloomberg en invoquant des résultats trop mitigés[51] n'y change rien. Comme en témoigne l'un de nos entretiens d'octobre 2009, ceux-ci étaient déjà connus :

> J'ai vu les résultats… j'ai suggéré une nouvelle estimation pour… avoir une meilleure idée des résultats. Je ne peux pas vous les communiquer à ce jour. […] Je pense que… ce que je suspecte, c'est que nous obtiendrons un nombre modeste d'impacts réduits. Cela n'a pas eu d'effet sur tout ce qu'on espérait, et dans quelques domaines, mais pas aucun… Quelque chose entre rien et beaucoup [*rires*][52].

48. Entretien du 9 octobre 2009, *op. cit.*
49. Entretien du 12 octobre 2009, *op. cit.*
50. Entretien du 9 octobre 2009, *op. cit.*
51. Julie Bosman. « City will stop paying the poor for good behavior », *The New York Times*, 30 mars 2010.
52. Entretien du 13 octobre 2009. Membre de la Commission for Economic Opportunity.

L'enjeu n'était pas tant, pour ses promoteurs, l'information en elle-même, que le fait qu'elle ne tombe pas dans la sphère publique à l'aube d'une élection, attendue le 3 novembre 2009. L'annoncer cinq mois après aura même valu au maire les félicitations du *New York Times* : « Le maire a été applaudi pour son ouverture à des approches innovantes pour combattre la pauvreté[53]. »

CONCLUSION

L'une des forces de l'action conduite par la fondation Rockefeller est de financer toutes les parties, même adverses, de l'action sociale locale. D'où la nécessité d'aller plus loin dans l'idée que les grandes fondations ne financent que la recherche susceptible de légitimer leur point de vue (Berman, 1983 : 152 et suiv.). Leur visée tient plutôt, selon nous, dans l'occupation d'une position hégémonique de financement des acteurs sociaux. L'objectif semble être de s'assurer un droit de regard qui dépasse même celui des institutions politiques traditionnelles. Le City Council ou l'État de New York n'ont pas eu leur mot à dire sur Opportunity NYC. Rockefeller, si. Selon le fonctionnement classique des fondations, la décision n'est pas soumise au vote. Elle n'a à rendre de compte qu'à elle-même. L'action entreprise définit un programme politique et social selon ses propres priorités (Arnove, 1980). S'il devait y avoir une « idéologie » philanthropique (Dezalay et Garth, 1998), celle-ci consisterait donc davantage à être un cadre de financement obligé plutôt qu'un directeur de conscience. C'est bien là d'ailleurs que l'on pourrait voir un affaiblissement de la démocratie. Plus encore qu'un vernis éthique à la reproduction du capital (Guilhot, 2004), l'action philanthropique rockefellerienne s'impose non pas par une sorte de « domination idéologique », mais bien plutôt par l'absence d'autres choix dans le financement des acteurs sociaux.

RÉSUMÉ | *ABSTRACT*

La fondation Rockefeller est bien connue pour son action internationale. Basée à New York, elle est historiquement engagée dans le traitement des problèmes sociaux. En 2007, elle a cofinancé une expérimentation destinée à lutter contre la pauvreté au sein de plusieurs quartiers de la ville. Initiative du maire Michael Bloomberg, ce programme baptisé « Opportunity NYC » propose aux populations les plus démunies des récompenses financières en échange de l'adoption de certains comportements censés améliorer leur condition, comme travailler plus ou emmener leurs enfants chez le médecin. L'article analyse le rôle et la portée de cette forme de patronage philanthropique, source d'exemplarité mais aussi de controverses.

The Rockefeller Foundation is well known for its international work. Based in New York, it has a history of commitment to tackling social problems. In 2007, it co-funded an experimental project to fight poverty in a number of inner-city

53. Julie Bosman. « City will stop paying the poor for good behavior », *loc. cit.*

neighbourhoods. An initiative of Mayor Michael Bloomberg, the Opportunity NYC program offered disadvantaged citizens financial rewards if they adopted certain behaviours that, it was argued, would improve their situation, such as working more or taking their children to the doctor. The paper examines the role and scope of this form of philanthropic patronage, which is exemplary to some, but a source of controversy to others.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ABIR-AM, Pnina. 1982. « The Discourse of Physical Power and Biological Knowledge in the 1930s : A Reappraisal of the Rockefeller Foundation's "Policy" in Molecular Biology », *Social Studies of Science*, 12, 3 : 341-382.

ANHEIER, Helmut K. 2009. « What Kind of Nonprofit Sector, What Kind of Society ? Comparative Policy Reflections », *American Behavioral Scientist*, 52 : 1082-1094.

ANHEIER, Helmut K. et David C. HAMMACK (dir.). 2010. *American Foundations : Roles and Contributions*, Washington D.C., Brookings Institution Press.

APINUNMAHAKUL, Amornrat et Rose Anne DEVLIN. 2008. « Social Networks and Private Philanthropy », *Journal of Public Economics*, 92 : 309-328.

ARNOVE, Robert F. 1980. *Philanthropy and Cultural Imperialism : The Foundations at Home and Abroad*, Boston, G. K. Hall.

BERMAN, Edward H. 1983. *The Influence of the Carnegie, Ford and Rockefeller Foundations on American Foreign Policy : The Ideology of Philanthropy*, Albany, State University of New York Press.

BIELEFELD, Wolfang et Jane CHU. 2010. « Foundations and Social Welfare in the Twentieth Century » dans ANHEIER, Helmut K. et David C. HAMMACK (dir.). *American Foundations : Roles and Contributions*, Washington D.C., Brookings Institution Press : 158-181

BOORSTIN, Daniel. 1991. *Histoire des Américains. L'aventure coloniale, Naissance d'une nation, L'expérience démocratique*, Paris, Robert Laffont.

BULMER, Martin. 1999. « The History of Foundations in the United Kingdom and the United States : Philanthropic Foundations in Industrial Society », dans ANHEIER, Helmut K. et Stefan TOEPLER (dir.). *Private Funds, Public Purpose : Philanthropic Foundations in International Perspective*, New York, Springer : 27-54.

BUXTON, William J. 2003. « John Marshall and the Humanities in Europe : Shifting Patterns of Rockefeller Foundation Support », *Minerva*, 41, 2 : 133-153.

CENTER FOR ECONOMIC OPPORTUNITY. 2007. *Strategy and Implementation Report*. New York, Center for Economic Opportunity : 142 p.

CONDLIFFE LAGEMANN, Ellen (dir.). 1999. *Philanthropic Foundations : New Scholarship, New Possibilities*, Bloomington, Indiana University Press.

CRAVER, Earlene. 1986. « Patronage and the Directions of Research in Economics : The Rockefeller Foundation in Europe, 1924–1938 », *Minerva*, 24, 2-3 : 205-222.

CUETO, Marcos (dir.). 1994. *Missionaries of Sciences : The Rockefeller Foundation and Latin America*, Bloomington, Indiana University Press.

DEZALAY, Yves et Bryant GARTH. 1998. « Droits de l'homme et philanthropie hégémonique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 121-122 : 23-41.

DOHMOFF, G. William. 2009. « The Power Elite and Their Challengers : The Role of Nonprofits in American Social Conflict », *American Behavioral Scientist*, 52, 7 : 955-973.

ETTLING, John. 1981. *The Germ of Laziness : Rockefeller Philanthropy and Public Health in the New South*, Cambridge, Harvard University Press.

FISHER, Donald. 1983. « The Role of Philanthropic Foundations in the Reproduction and Production of Hegemony : The Rockefeller Foundation and the Social Science », *Sociology (Journal of the British Sociological Association)*, 17, 2 : 206-233.

FISHER, Donald. 1986. « Rockefeller Philanthropy and the Rise of Social Anthropology », *Anthropology Today*, 2, 1 : 5-8.

FISHER, Donald. 1993. *Fundamental Development of the Social Sciences : Rockefeller Philanthropy and the United States Social Science Research Council*, Ann Arbor, University of Michigan Press.

GUILHOT, Nicolas. 2004. *Financiers, philanthropes. Vocations éthiques et reproduction du capital à Wall Street depuis 1970*, Paris, Raisons d'agir.

HALL, Peter D. 2003. « The Welfare State and the Careers of Public and Private Institutions Since 1945 » dans FRIEDMAN, Lawrence J. et Mark D. McGARVIE (dir.). *Charity, Philanthropy and Civility in American History*, Cambridge, Cambridge University Press : 363-383.

HAMMACK, David C. 1999. « Foundations in the American Polity », dans CONDLIFFE LAGEMANN, Ellen (dir.). *Philanthropic Foundations : New Scholarship, New Possibilities*, Bloomington, Indiana University Press : 43-68.

HAUPTMANN, Emily. 2006. « From Opposition to Accommodation : How Rockefeller Foundation Grants Redefined Relations Between Political Theory and Social Science in the 1950s », *The American Political Science Review*, 100, 4 : 643-649.

IHL, Olivier. 1999. « *Deep pockets*. Sur le recrutement ploutocratique du personnel politique aux États-Unis », dans OFFERLÉ, Michel (dir.). *La profession politique XIX-XXe siècles*, Paris, Belin : 333-356.

KARL, Barry D. et Stanley N. KATZ. 1981. « The American Private Philanthropic Foundations and the Public Sphere (1890-1930) », *Minerva*, 19, 2 : 236-270.

KARL, Barry D. et Stanley N. KATZ. 1987. "Foundations and Ruling Class Elites", *Daedalus*, 116, 1 : 1-40.

KASDAN, Alexa et Sondra YOUDELMAN. *Missing the Mark : An Examination of NYC's Back to Work Program and Its Effectiveness in Meeting Employment Goals Welfare Recipients*, A Research Project by Community Voices Heard, novembre 2008.

KAY, Lily E. 1997. "Rethinking Institutions : Philanthropy as an Historiographic Problem of Knowledge and Power", *Minerva*, 35, 3 : 283-293.

KOHLER, Robert E. 1991. *Partners in Science : Foundations and Natural Scientists, 1900-1945*, Chicago, University of Chicago Press.

LINK, Albert N. 2006. *Public/Private Partnerships : Innovation Strategies and Policy Alternatives*, New York, Springer.

LIPSET, Seymour M. 1991. *Continental Divide : The Values and Institutions of the United States and Canada*, Londres, Routledge, 2e éd.

MOLLENKOPF, John H. et Manuel CASTELLS (dir.). 1992. *Dual City : Restructuring New York*, New York, Russell Sage Foundation, 2e éd.

O'CONNOR, Alice. 1999. « The Ford Foundation and Philanthropic Activism in the 1960s » dans CONDLIFFE LAGEMANN, Ellen (dir.). *Philanthropic Foundations : New Scholarship, New Possibilities*, Bloomington, Indiana University Press : 169-194.

RATHGEB SMITH, Steven et Michael LIPSKY. 1993. *Nonprofits for Hire : The Welfare State in the Age of Contracting*, Cambridge, Harvard University Press.

RAYNOR, Gregory K. 1999. « The Ford Foundation's War on Poverty. Private Philanthropy and Race Relations in New York City, 1948-1968 » dans CONDLIFFE LAGEMANN, Ellen (dir.). *Philanthropic Foundations : New Scholarship, New Possibilities*, Bloomington, Indiana University Press : 195-228.

RICCIO, James A., *et al.* 2010. *Toward Reduced Poverty Across Generations : Early Findings from New York City's Conditional Cash Transfer Program*, New York, MDRC.

SAUVIAT, Catherine et Laurence LIZÉ. 2010. *La crise du modèle social américain*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

SCHNEIDER, William H. (dir.). 2002. *Rockefeller Philanthropy and Modern Biomedicine : International Initiatives from World War I to the Cold War*, Bloomington, Indiana University Press.

SHAPLEN, Robert. 1964. *Toward the Well-Being of Mankind : Fifty Years of the Rockefeller Foundation*, Garden City, Doubleday.

STALEY, David J. 1995. « The Rockefeller Foundation and the Patronage of German Sociology, 1946–1955 », *Minerva*, 33, 3 : 251-264.

STAPLETON, Darwin H. 2003. « Joseph Willits and the Rockefeller's European Programme in the Social Sciences », *Minerva*, 41, 2 : 101-114.

TOURNÈS, Ludovic. 2007. « La fondation Rockefeller et la naissance de l'universalisme philanthropique américain », *Critique internationale*, 35, 2 : 173-197.

YOUDELMAN, Sondra et Paul GETSOS. 2005. *The Revolving Door : Research Findings on NYC's Employment Services and Placement System and Its Effectiveness in Moving People from Welfare to Work*, New York, Community Voices Heard.